

# **Une approche qui vient de loin : théories et actions de l'école territorialiste italienne entre XXe et XXIe siècle**

Daniela Poli

(traduit de l'italien par C. Tamisier)

L'*école territorialiste* a acquis une physionomie définie au milieu des années 80 du siècle dernier lorsqu'un groupe de chercheurs universitaires provenant de l'analyse territoriale influencée par la culture marxiste et ouvriériste, oriente ses centres d'intérêt vers l'identification de modèles alternatifs de développement dirigés vers la qualité de l'habiter. Le patrimoine territorial, la reconstruction d'une relation entre lieux et communautés, la représentation identitaire, l'activité de projet intégrée dans le développement local auto-soutenable, la recherche/action, sont quelques uns des mots clés qui définissent le travail de l'école au cours des années.

Avant de revisiter cette histoire, il convient de s'arrêter un instant sur le terme *école* et sur la spécification *territorialiste*. Le terme *école* est utilisé pour plusieurs raisons. D'un côté ce groupe réunit un grand nombre de chercheurs – impliqués dans la recherche, dans l'enseignement, dans la recherche-action – rassemblés dans une modalité éthique et non-professionnelle spécifique de relation avec les acteurs territoriaux. Les membres du groupe exercent la profession avec pour seule finalité l'expérimentation, en développant principalement la recherche dans le champ des sciences du territoire, en se confrontant aussi avec la pratique urbanistique, activant des modulations variées de dialogue avec les communautés établies : de la militance en groupes d'action territoriale, à la consultance formelle et informelle, jusqu'à des plans et projets institutionnels, souvent réalisés à travers des laboratoires de recherche universitaires (Ziparo 1995). D'un autre côté parce que l'école territorialiste pratique la recherche/action comme modalité privilégiée de la recherche scientifique et de l'action didactique, dans une circularité qui se nourrit de l'intervention sur le terrain pour alimenter la production théorique. De la dimension concrète de l'action politique peuvent être extrapolées les catégories utiles pour les avancées théoriques qui seront ensuite revérifiées dans l'action sociale. Enfin il s'agit d'une méthode avec des caractéristiques fortement interdisciplinaires qui atteignent souvent la transdisciplinarité dans les projets et les recherches.

Le terme *territorialiste* se réfère au rôle déterminant et actif conféré par l'école au territoire et au local dans les dynamiques de développement, à une période dans laquelle le territoire

était considéré comme un support passif, un simple fond inerte, un pur espace euclidien qui participait à la construction des stratégies de développement seulement comme contenant de localisations et de fonctions (Giusti 1990).

Le groupe de recherche fonctionne depuis sa naissance autour de la figure d'Alberto Magnaghi, qui a longtemps développé le rôle de coordinateur national des recherches universitaires et des expérimentations sur le terrain exécutées par les diverses articulations de l'école dans les situations locales.

Dans cette analyse succincte (qui n'a pas la prétention d'être exhaustive) des nombreuses figures et des divers états d'esprit qui caractérisent le groupe, je me propose de renouer les fils du parcours qui a conduit à la consolidation de l'école territorialiste italienne, en revisitant schématiquement les caractères émergents des principales phases, ayant surtout laissé des traces dans les documents collectifs de recherche, en suivant en particulier le chemin de l'école florentine. Il s'agit d'une étape d'un travail de réécriture collective que nous sommes nombreux à faire et qui conduit à reconstruire la séquence de ce que nous avons accompli pour pouvoir interpréter en toute conscience le sens de notre action. Le texte est une sorte de chronique, un schéma articulé en forme de memorandum, utile pour fixer les souvenirs, pour ne pas les laisser s'évaporer dans le déroulement rapide des événements, qui devra être successivement approfondi, étendu et précisé. J'ai identifié trois articulations ou phases cruciales dans lesquelles j'ai cherché à comprendre la continuité et les ruptures évolutives : 1. De la métropole postfordiste à la conscience du lieu : un projet social ; 2. Le développement local et la transformation écologique des établissements humains (installations) : méthode et techniques de représentation ; 3. Les expériences du plan : la recherche/intervention comme innovation dans l'institution.

### **De la métropole postfordiste à la conscience du lieu : un projet social**

Le caractère de l'école se précise à la fin des années 80, mais se fonde sur des parcours de recherche qui se développent tout au long de la décennie et même dans les vingt ans qui précèdent pour certains aspects .

Il est possible de retrouver dans la revue « *I Quaderni del Territorio* » (Les Cahiers du Territoire), animée par des chercheurs actifs dans des collectifs politiques étudiants de la faculté d'architecture, le noyau fondateur de pensée critique où a pris naissance la production de l'école territorialiste. En trois ans d'activité (1976-79), la revue a publié cinq numéros monographiques sur les thèmes de la cité et du territoire. Le centre de la réflexion était surtout le rapport production-territoire, dans les processus de réorganisation de la

« ville-usine » avec la restructuration postfordiste et ses répercussions sur le territoire de la ville diffuse (Magnaghi et al. 1970) ; Magnaghi 1974 ; Belforte 1980).

L'analyse se développait à deux niveaux, d'un côté à l'échelle globale elle était orientée vers la compréhension des dynamiques de l'internationalisation du capital induites par les luttes ouvrières, et de l'autre elle reconstruisait les parcours du décentrement productif et de la revitalisation des systèmes productifs locaux, anticipant de quelques années les thématiques abordées dans le texte d'Arnaldo Bagnasco sur les Trois Italies (1977). Il prévoyait en détail l'analyse du corps social du prolétariat urbain en crise, qui conduisit à la définition de la métropole précaire, la manifestation de la contradiction interne à la restructuration capitaliste du monde du travail, desquels naquirent des instances de projet alternatives (Gaudemar 1980).

En 1981 Alberto Magnaghi publie le *Système de gouvernement des régions métropolitaines*, un texte charnière entre la première période, orienté vers la description et l'interprétation de la réorganisation du système productif métropolitain, et les thématiques territorialistes qui s'en suivent. Dans le livre sont synthétisées et systématisées les thématiques des cahiers, en les centrant sur les rôles nouveaux des systèmes complexes de gouvernement du territoire dans la gestion conflictuelle du développement économique. La réflexion théorique est fondée sur la lecture des sollicitations provenant des mouvements urbains qui maintenant s'imprègnent de litiges environnementaux et identitaires. L'appendice du texte, « Ce projet pour la métropole informatico-nucléaire des années 80 » condense nombre de nœuds centraux de l'école territorialiste, comme la dimension écologique et identitaire. C'est un document encore « acerbe » qui rappelle les *Mémoires du sous-sol* de Dostoïevski avec lequel l'écrivain atteindra pour toute sa vie le développement de son œuvre. En 1972 est alors publié en Italie le *Rapport sur les limites du développement*, commandé au Mit par le Club de Rome, mais le problème des révoltes liées à la santé publique n'était pas encore aussi évident. Le déclenchement pour le traitement de ces arguments dans l'appendice provient d'un texte écrit en 1980 avec Augusto Finzi, *Pensieri in cattività*, (*Pensées de prison*) non publié, qui traitait déjà des aspects écologiques. Dans ces quelques pages de l'appendice on trouve en germe les thématiques qui donneront corps à la théorie du développement local auto-soutenable, qui seront ensuite définies et développées en conséquence; en particulier est abordée la question d'une société alternative, porteuse de nouvelles instances non plus liées au mode du travail salarié, mais à la nécessité d'activer un nouvel enracinement dans le territoire de la part d'une société locale auto-organisée, qui rompt avec les schémas abstraits et monofonctionnels de la précédente organisation socioéconomique, dessinant de nouvelles formes de communautés urbaines, fondées sur la ré-articulation de la métropole en « petites cités » et « villages ». L'appendice marque un net passage des théories économiques marxistes aux théories

alternatives du développement, en passant par Piotr Kropotkin, Elisée Reclus, Murray Bookchin, Ivan Illich, Carlo Doglio, en récupérant le courant « culturaliste » de William Morris, John Ruskin, Lewis Mumford, Patrick Geddes.

Déjà dans cette première phase, émergent des éléments qui caractériseront le travail de l'école territorialiste dans les années suivantes. C'est un moment dans lequel prédomine la dimension théorique, centrée sur la définition des paradigmes interprétatifs des comportements sociaux innovants d'où émergent les instances alternatives d'organisation du territoire. Une théorie, donc, qui jaillit du contact direct avec les dynamiques sociales, enracinée dans l'idée de transformation. La dimension disciplinaire demeure en arrière-plan. C'est surtout le dialogue avec les pratiques collectives productives de socialité et de projet qui focalise l'intérêt. Le projet se caractérise par son aspect social, enraciné dans le corps de la ville en crise. Dans l'appendice au *Système de gouvernement des régions métropolitaines* s'efface la domination de la vision ouvriériste qui attribuait à la lutte sociale l'objectif de réappropriation de la richesse produite à l'intérieur d'un cadre dans lequel *le développement* était considéré comme un donné. Ces quelques rares pages ouvrent la voie à la vision du *local* comme alternative stratégique au développement, à la nécessité de donner vie à une nouvelle connaissance qui conduit de la conscience de classe à la conscience de lieu.

### **La transformation écologique des établissements humains : méthodes et techniques de représentation**

Les années 70-80 sont caractérisées par l'émergence sur la scène publique de la crise du système fordiste-tayloriste jointe à la prise de conscience de la problématique écologique. Dans cette conjoncture le foisonnant monde environnemental se propose comme porteur d'une alternative stratégique au modèle de développement industrialiste qui avait montré sa fragilité structurelle, en se fondant sur l'appauvrissement des ressources environnementales, tenues jusqu'alors pour inépuisables. Ces données ont introduit dans les horizons de la planification et de la pratique urbanistique une remise en question globale. Le contexte territorial jusqu'alors considéré comme une page blanche, commence à être posé comme fondement d'une nouvelle façon de comprendre la relation entre établissement et environnement de référence (Gambino 1996 ; Pizziolo 1990 ; Scandurra et Macchi 1995). Dans cette direction se développent quelques recherches d'intérêt national dans lesquelles le groupe historique de l'école est intégré par de nouveaux membres. Le passage entre les années 80 et 90 coïncide avec le transfert de Magnaghi du polytechnique de Milan à l'athénée florentin et voit la constitution des premiers laboratoires universitaires de

recherche étroitement associés à l'intervention sur le terrain.

Dans cette phase émerge avec plus de netteté l'intérêt pour le gouvernement du territoire, qui part d'une critique radicale de l'instrumentation urbanistique – née avec d'autres présupposés et donc inadaptée à décrire et interpréter la nouvelle réalité de la renaissance des territoires sur les cendres des modèles de développement fondés sur la croissance économique illimitée. On définit alors la recherche d'un nouveau modèle de développement endogène, local, capable de produire de la richesse à partir des ressources du territoire, au contraire de la « perte » du territoire. De là l'intérêt vers les nouveaux indicateurs qualitatifs du développement en mesure de décrire la véritable richesse d'un territoire dans les processus de valorisation, qui trouvera ensuite des contacts avec le concept de « valeur ajoutée territoriale » (Dematteis et Governa 2005) et de systèmes territoriaux locaux (Slot) (Bonora 2001). En dialoguant avec les théories et avec les mouvements environnementaux, la réflexion est allée au-delà d'une conception strictement économique et environnementale de la soutenabilité, en affrontant aussi les thèmes de la crise des identités collectives, des connaissances locales, des solidarités sociales.

La redécouverte du local et du « lieu », de la spécificité, de l'identité est vue comme une alternative stratégique au développement industrialiste, par nature standardisé, homologuant et énergivore. Le territoire n'est jamais confondu avec l'environnement. La définition connue de Dematteis « la terre devient territoire quand elle est moyen de communications, quand elle est moyen et objet de travail, de production, d'échanges, de coopération », devient un point de référence que l'on ne peut négliger, qui s'écarte des malentendus possibles entre le territoire et la « nature » (Dematteis 1985). Émerge donc le thème de la fondation de l'habiter d'un lieu avec « densité », de sa prise de connaissance profonde pour en prendre soin (Bonesio 1997 ; Cervellati 2000 ; Decandia 2004 ; Marson 2008), jointe à la dimension du quotidien (Scandura et al. 2001). De nombreux contextes territoriaux, souvent marginaux recouvrent leur identité et projettent le futur en définissant leur propre style de développement, utilisant souvent des techniques traditionnelles de construction (Bassetti 1992 ; Laureano 2001). C'est le territoire de l'habiter, métaphore d'une complexité profonde et ancestrale, qui se met en scène dans sa relation fondatrice avec la communauté qui l'habite. Les valeurs centrales du développement deviennent ainsi les *basic need*, la *self reliance* et l'*éco-développement*, dans une stratégie de valorisation de l'intérêt du territoire dans toutes ses composantes – environnementale, urbaine, culturelle, sociale (Tarozzi 1990). La description des caractères constitutifs des lieux assume un rôle central dans cette phase. Un apport important vient de la géographie historique qui apprend à interpréter le territoire comme un être vivant, formé dans des cycles successifs de civilisation par l'interaction entre l'environnement, le territoire et la société locale (Gambi

1973 ; Sereni 1961 ; Moreno 1990 ; Quaini 1992). Le territoire est en fait le résultat d'une lente construction qui peut être décrite systématiquement à travers l'identification des phases de territorialisation (Raffestin 1984 ; Turco 1988 ; Magnaghi 1995 ; Poli 1999 et 2005).

La complexité des thèmes abordés conduit à la nécessité de réécrire une nouvelle carte urbanistique dans laquelle seront indiqués quelques principes qui esquissent le retournement de la ville d'Ecopolis, de la ville des villages. L'intérêt se porte à nouveau sur l'expérimentation dans les contextes territoriaux, souvent directement associé aux communautés locales (laboratoires de projet en contact avec les mouvements alternatifs), quelquefois à travers les rapports institutionnels de caractère marginal (recherches pour les conseils de quartiers) ou avec les entités territoriales intéressées par les innovations proposées, comme celle promue par l'« Anci Toscana » en 1994-95 sur le rôle des communes dans la gestion et la valorisation de l'agriculture, pour la réalisation du parc minier naturaliste de Gavorrano entre 1995 et 1999 ; ou le projet stratégique commandé par le retraitement de la zone à risques Lambro-Seveso-Olona en 1996-97.

Les référents culturels de l'horizon théorique qui se dessinait sont représentés par des intellectuels provenant de nombreuses disciplines, associés par l'engagement dans la recherche sur le champ concerné (I. Illich, W. Sachs, A. Gorz, Etc.). Ce pèlerinage à la recherche d'une nouvelle épistémologie, qui consent à décrire la réalité postindustrielle avec des catégories utiles pour l'analyse et le projet de territoire, de nature fortement interdisciplinaires s'incarne dans le texte collectif de 1990 sous la direction d'Alberto Magnaghi, *Le territoire de l'habiter. Le développement local comme alternative stratégique*. Il s'agit d'un document initiateur, fondateur de l'école territorialiste, qui rassemble et systématise les résultats de recherche développés dans une succession de recherches universitaires d'intérêt national. Le texte est composé d'essais avec diverses approches disciplinaires qui dessinent un parcours de recherche ample et varié de sortie de la systématique destruction du territoire mise en œuvre par le système productif industriel. Les textes explorent le territoire dans sa dimension essentielle, dans sa spécificité, sa concrétude, sa densité et sa profondeur historique, se confrontant aussi avec des approches philosophiques (Marzocca 1990).

En 1992, en lien direct avec le texte de 1990, est publié sous la direction d'Alberto Magnaghi et de Raffaele Paloscia, *Pour une transformation écologique des établissements*, qui expose une série d'interventions sur le territoire, en même temps issue et moteur de la réflexion théorique. Le texte se réfère à des recherches universitaires et du Cnr illustrant des cas d'étude qui montrent des réalisations concrètes et praticables, ayant pour but la transformation écologique des établissements. Les cas présentés sont rassemblés par la

relation fondatrice entre les mouvements urbains, les groupes d'intervention locale et les chercheurs qui ont participé et ont parfois promu les actions collectives (ex. le forum Ecopolis à Milan ; la coordination Lambro, Seveso, Olona ; l'association Renaissance de la vallée de Bormida ; le réseau des petites villes d'Italie centrale ; le laboratoire de projet écologique de la plaine de Florence). Il s'agit de travaux de « projet partagé » non professionnels et à la frontière entre recherche théorique et militante, entre planification et politique, qui entendent expérimenter de nouvelles formes d'autogouvernement local en mesure de valoriser le projet produit socialement. Dans le texte ce qui prend corps de façon majeure concerne la densité et le caractère physique du territoire dans ses dimensions historiques et écologiques associées, à l'entrecroisement local entre action militante des chercheurs et communauté de projet pour définir un projet de gouvernance non autoritaire, mais en mesure de reconnaître les diverses identités sociales. En relation avec le texte de 92 est publié en 1996 le volume sous la direction de Raffaele Paloscia et Daniela Anceschi, *Territoire, environnement et projet dans les pays en voie de développement*, qui rapporte des expériences de requalification urbaine et territoriale et des projets de valorisation locale avec l'intention de définir un cadre cohérent d'actions orientées vers la promotion du développement endogène et l'autodétermination des communautés locales dans les pays du Sud du monde. A cette époque, le centre d'intérêt est particulièrement orienté vers la définition fondée entre système environnemental et territoire (Trevisiol 1995).

En 1999 est à son tour publié un autre texte collectif, *Le territoire des habitants* (Magnaghi 1998), qui développe les thématiques traitées précédemment, déplaçant la focale sur l'empowerment des nouveaux acteurs porteurs de développement local (nouveaux habitants, nouveaux agriculteurs, nouveaux producteurs, nouveaux consommateurs). Ce qui prend forme dans le texte, c'est l'utilité politique, culturelle et économique de la construction du projet local comme développement auto-soutenable, qui dans son effectuation construit la société, à travers de nouvelles formes de gouvernance fondées sur la valorisation du patrimoine territorial.

Au cours de ces années le groupe développe des contacts avec d'autres organisations de projet alternatif au niveau international, faisant partie par exemple de l'INURA ( International Network for Urban Research and Action) : il s'agit d'un groupe de recherche fondé à Salecina en Suisse en 1991, qui met en réseau des personnes et des groupes qui luttent pour le droit à la ville, pour les droits sociaux, culturels, économiques et environnementaux et qui a comme but principal le développement d'une interaction plus étroite entre recherche et analyse théorique d'un côté et mouvements sociaux, urbains et environnementaux de l'autre, à travers l'interaction constante entre théorie et praxis. Ont participé à la fondation du groupe, entre autres, Giancarlo Paba et Raffaele Paloscia

(Paloscia 1994). En suivant cette thématique de recherche, un groupe de recherche florentin coordonné par Giancarlo Paba dirige un texte sur Florence « *insurgent* » dans lequel à travers expériences, entrevues, observations, histoires de vie et de communautés, est décrite une Florence alternative à la « machine perverse de beauté », au « froid musée de mort » surreprésentés dans tant de guides et dans les livres conventionnels qui décrivent la ville (Paba 2002). Il s'agit d'horizons divers, qui vont des vieilles et des nouvelles communautés chrétiennes de base jusqu'aux immigrés, aux communautés gay, aux enfants, etc., qui montrent le rôle des habitants dans la « bonne » transformation du territoire.

En 1999 se met en place la revue « Luoghi » (Lieux), promue par le Lapei et dirigée par Alberto Magnaghi, qui entend systématiser de nouvelles méthodologie de descriptions, représentations et projets du territoire à l'intérieur de la vision territorialiste. En 2001 est publié dans cette revue, *Représenter les lieux. Méthodes et techniques*. Le texte marque un passage crucial car il représente la volonté de construire une nouvelle méthodologie analytico-cognitive, qui synthétise le grand travail de systématisation théorique accompli à travers de nombreuses recherches dans le but de construire la « boîte à outils » du nouveau planificateur et projeteur du territoire. Le texte a constitué la base commune sur laquelle se sont formés les étudiants du cours de doctorat triennal en urbanisme et planification du territoire et de l'environnement d'Empoli, instauré en 2000. Avec la fin des années 90 se clôt un nouveau cycle, marqué par les expérimentations informelles ou partiellement formalisées, qui ont défini une méthodologie analytique utile dans la promotion d'actions de gouvernance du territoire, directement dans le corps social ou avec des administrations plus sensibles aux thématiques de l'identité et du développement local. Ce qui se précise dans cette phase c'est la centralité de la dimension physique du patrimoine territorial et du « *milieu* » dans la caractérisation de l'identité locale et dans l'activation de dynamiques de développement local.

Le rôle des acteurs revêt une importance centrale dans les processus d'organisation du territoire, dans un dialogue plus rapproché avec les institutions locales, qui conduit à des opérations d'*empowerment* de la population et à de l'innovation à l'intérieur des institutions elles-mêmes (Balducci 1991 ; Allegretti 2003), ciblées vers un plan socialement produit (Ferraresi 1995 ; Giusti 1995 ; Caponetto et al. 2002). C'est avec une plus grande précision que se dessinent deux ambitions privilégiées de recherche-action : l'une d'ordre *essentiel* (territoire, paysage, représentation) et l'autre d'ordre *procédural* (politiques, participations) (Giusti et Magnaghi 1994).

### **Expérimentations du plan : la recherche/action qui renouvelle l'institution**



A la fin des années 90 la dimension théorico-méthodologique de l'école a acquis une forme consolidée et transmissible. Les recherches et les expérimentations engagées consistent à définir une approche plus opératoire, qui consolide les prérogatives définies dans les années précédentes. Dans cette phase - dont je traiterai brièvement car elle est décrite par les textes présents dans ce numéro de la revue - se consolide une relation qui porte aussi sur les formes de collaboration avec les institutions, et qui conduit à la comparaison avec la production typique des administrations publiques (plans, conventions de recherche, etc.). La dimension politique dans l'expérimentation est maintenant revenue sur le changement de la machine administrative, toujours plus sensible aux thématiques territoriales. (Baldeschi 2002). Les projets entrepris sont « alternatifs » mais l'enjeu est de les porter à l'« intérieur » de la machine administrative dans la tentative de faire bouger les obstacles qui empêchent le dialogue avec la citoyenneté active. La pression est revenue sur le changement dans la question du « donneur d'ordre ». Un exemple de cette nouvelle posture de recherche est donné par l'activité de l'Association du *Réseau de la nouvelle municipalité*, composée d'administrateurs locaux, de chercheurs universitaires, d'associations et de comités territoriaux, orientée sur l'introduction dans l'administration publique d'un fonctionnement plus démocratique et partagé de construction et de gestion des politiques publiques, qui a directement suivi le processus de définition de la loi sur la participation en Toscane. Dans cette phase les rapports de recherches deviennent plus techniques, donnant plus de place à la recherche de traductions opératoires applicable à l'intérieur des administrations publiques, comme en témoignent les deux textes résultat des programmes de recherche nationale dirigés par Alberto Magnaghi : *La représentation identitaire du territoire. Atlas, codes, figures pour le projet local* de 2005 et *Scénarios stratégiques. Visions identitaires pour le projet de territoire* de 2007. Le texte de 2004 *Citoyenneté active. La co-implication des habitants dans la construction de la ville*, dirigé par Giancarlo Paba et Camilla Perrone, illustre de nombreuses expériences dans lesquelles le savoir technique est entré en dialogue avec les instances sociales dans un parcours qui, de mouvements d'opposition s'est transformé en « résistance active » pour aboutir enfin à la « citoyenneté active » avec laquelle le désaccord créatif, orienté sur la résolution du conflit, conduit à la transformation des propres modes de vie. La présence de migrants tient dans ce contexte un rôle central (Attili 2008).

En 2001 est alors fondé le cours de doctorat en urbanisme et planification territoriale et environnementale, qui en 2006 se perfectionne successivement en cours inter-facultés entre les facultés d'agronomie et d'architecture, auquel participe aussi la faculté d'ingénierie, et patronné par l'arrondissement Empolese-Valdesa. Dans les trois années qui suivent se met

aussi en place le doctorat spécialisé en planification et projet de la ville et du territoire récemment devenu lui aussi inter-faculté avec l'agronomie. En 2006 s'est constitué le laboratoire de représentation identitaire et statutaire (Larist) dirigé par Fabbio Lucchesi, comme instrument nécessaire pour la mise en chantier toujours plus sophistiquée de la relation entre didactique et recherche expérimentale qui caractérise les cours de doctorat d'Empolese. L'interdisciplinarité anime le travail de l'école, conduisant à d'importantes avancées dans les résultats de recherche notamment sur le thème des espaces ouverts, en particulier de l'agriculture périurbaine, de l'alimentation et du paysage (Ferraresi et Prusicki 1989 ; Besio 2002) auquel est consacré une recherche nationale (Cevasco 2007 ; Ferraresi 2009 ; Lo Piccolo 2009 ; Magnaghi et Fanfani 2010). Le contact direct avec la réalité du territoire, l'attention portée aux aspects de la transmissibilité technique, de l'intervention reproductible, ont donné au groupe de recherche un aspect plus « rassurant », qui a conduit à augmenter les occasions d'intervention avec les organisations publiques.

Dans cette période est alors mise en action la compétence analytico-compréhensive acquise dans les phases précédentes et prend de l'importance un intérêt marqué pour la dimension du projet qui se rencontre aussi dans le projet Prin en cours de déroulement : « Le projet de territoire ». Un aspect caractérise le tournant opérationnel du groupe : les transformations physiques du territoire naissent toujours dans le fait de mettre à la première place un horizon de sens dans lequel contextes et habitants réactivent des relations vertueuses. Les actions prévues ne sont pas simplement « des résolutions techniques de problèmes » (housing, injustice environnementale, pression anthropique, carence infrastructurelle, etc.), mais s'insèrent à l'intérieur de scénarios stratégiques (Ferraresi et Rossi Doria 2007), qui font référence à une réorganisation complexe du territoire, dans lequel elles trouvent des réponses malgré les critiques émises. Le projet naît de la référence aux potentialités non exprimées des lieux, de savoir les mettre en évidence, de trouver les modalités pour les faire comprendre à une multiplicité d'acteurs (même institutionnels) et par l'identification de solutions de projet dans un dialogue actif avec les communautés locales. Le projet de territoire est toujours un projet de lieu, c'est une espérance de futur qui s'offre à la collectivité. Grâce aussi à la traduction en plusieurs langues du texte le *Projet local* d'Alberto Magnaghi, l'école a accru les relations internationales (cf. entre autres Small 2007), qui ont conduit le groupe à la décision de formaliser le travail de l'école dans une association internationale, indépendante de l'université, tout en gardant avec elle des contacts privilégiés : la Société des territorialistes. La Société est caractérisée par la présence de spécialistes de nombreuses disciplines (urbanistes, architectes, designers, écologues, géographes, anthropologues, sociologues, historiens, économistes, sciences de la terre, géophilosophes, agronomes, archéologues, etc.), ayant l'intention de développer un

système complexe et intégré de sciences du territoire pour construire une attitude de projet complexe et responsable dans les débats sur le *territoire comme bien commun*.

PAGE \\* MERGEFORMAT 1

### *Notes*

Pour rendre compte de la vaste géographie du monde académique italien qui a contribué à définir la pensée territorialiste nous reportons la liste des recherches et des laboratoires universitaires italiens impliqués dans les projets de recherche nationaux sur les thèmes du développement local cofinancés, depuis environ une bonne vingtaine d'années, par le ministère de l'instruction publique, par le conseil national de la recherche, par le ministère de l'université et de la recherche scientifique et technologique et par le ministère de l'instruction, de l'université et de la recherche : 1986 – *Le développement local comme alternative stratégique* ; 1989 – *Modèles et stratégies territoriales du développement local : pour une nouvelle carte urbanistique* ; 1991 – *Laboratoire d'analyses territoriales et projet écologique des établissements humains* ; 1994 – *Laboratoires territoriaux pour le développement local auto-soutenable* ; 1991 – *Laboratoires de projet écologique* ; 1994 – *Théories, méthodes et expériences d'analyses et projet écologique du territoire* ; 1998 – *Pour un développement local auto-soutenable : théories, méthodes et expériences* ; 2001- *Efficacité de la représentation identitaire des espaces ouverts dans la planification du*

*territoire ; 2002 – Développement communautaire et participation ; 2003 – La construction de scénarios stratégiques pour la planification territoriale : méthodes et techniques ; 2005 – Le parc agricole : un nouvel instrument de planification territoriale des espaces ouverts ; 2008 – Le projet de territoire : méthodes, techniques, expériences.* Les recherches ont toutes été coordonnées par Alberto Magnaghi – sauf celle de 2002 coordonnées par Ivano Spano de l'université de Padoue. Les institutions universitaires coordonnées dans les recherches dirigées par Alberto Magnaghi ont été successivement : polytechnique de Turin ; polytechnique de Milan ; IUAV de Venise ; université de Bologne ; université de Florence, université de Gênes ; université de Rome La Sapienza ; université de Rome Trois ; université de Bari ; polytechnique de Bari ; université de Palerme. Les coordinateurs locaux ont été au cours des années : Sandro Balducci, Sylvia Belforte, Maria Luisa Besio, Dino Giuseppe Borri, Francesco Chiarelli, Giuseppe Dematteis, Giorgio Ferraresi, Renato Galliano, Alessandro Giangrande, Francesco Lo Piccolo, Antonio Marguccio, Anna Marson, Ottavio Marzocca, Diego Moreno, Giancarlo Paba, Attilia Peano, Bernardo Rossi-Doria, Enzo Scandura, Michele Sernini, Alberto Tarozzi, Erich Trevisiol.

Est mise en place une méthode qu'Alberto Magnaghi a définie comme « prédictive », qui consiste à partir de l'interprétation du conflit capital-travail, à prévoir les mutations futures dans l'organisation du grand capital.

Magnaghi a été arrêté le 21 Décembre 1979 pour le procès du 7 Avril et restera détenu jusqu'en Septembre 1982, en attente de jugement. Il sera intégré à l'université en 1983 après l'acquiescement. Le texte est publié pendant la période de détention.

Augusto Finzi était un leader de l'assemblée autonome du secteur pétrochimique du port de Marghera (années 60-70) actif dans la défense de la santé des ouvriers. Après une intense activité de dénonciation de l'entreprise pour les activités cancérogènes, il expose en usine un Christ en croix avec un masque anti-gaz. Il dirigea une des premières revues écologistes italiennes *Lavoro Zero* (Travail Zéro) qui dénonçait, entre autres, la présence de mercure dans les poissons de la mer du Japon. Il fit de la prison à Rebibbia avec Magnaghi dans le cercle du procès du 7 Avril.

A la fin des années 80 se constitue à Milan le laboratoire Ecopolis. En 1990, c'est dans le DUPT de Florence qu'est fondé le LAPEI (Laboratoire de Projet Ecologique des Etablissements) comme organisme stable de recherche qui regroupe enseignants, chercheurs, diplômés, diplômants, collaborateurs, docteurs, doctorants dans une configuration ouverte de discussions et d'actions communes, et qui devient pour longtemps le catalyseur des recherches universitaires de l'école territorialiste à Florence (Magnaghi et Paba 1995). Le LAPEI naît en concomitance avec l'intense activité de terrain développée au sein de quelques séminaires universitaires. Au cours de l'occupation par les étudiants de la « Pantera » en 1990, dans la faculté d'architecture quelques enseignants (Magnaghi, Paba, Pizziolo) coordonnent leurs propres cours, dynamisant un laboratoire expérimental dirigé vers le projet de la plaine florentine, impliquant avec les étudiants, le réseau des différents comités d'habitants qui s'opposaient aux projets d'expansion et de bétonisation (projet Fiat- Fondiaria, incinérateurs, aéroport, etc.) d'une des quelques zones encore non-construites (Paba 1992 ; Lapei 1993). En 1995 pour rendre compte des travaux réalisés au sein du Lapei le groupe s'engage dans la rédaction d'une revue qui a publié seulement deux numéros sous le titre *Matériaux* : « le registre provisoire de l'activité du laboratoire écologique des établissements. Matériaux au sens propre : notes, séminaires, petites expériences, esquisses de travail, brouillons, rapports de recherche, notices ».

C'est la métaphore de la « renaissance » qui est utilisée, véhiculée par les nouvelles théories du développement dans les pays du Sud du monde et aujourd'hui utiles dans les aires métropolitaines en crise, qui se retrouvent à survivre et à ré-émerger de la catastrophe écologique (Tarozzi, Hettne, etc.).

Le groupe reprend les suggestions du courant du mouvement des communautés des années 50 reprenant l'expérience de la communauté d'Olivetto, de l'anarchiste Carlo Digno, de Danilo Dolci. La communauté est une communauté de projet qui recouvre une relation avec son propre territoire, ce n'est pas une communauté fermée au localisme triste, mais ouverte à l'autre et au futur. Dans la société contemporaine il

n'ya pas de communauté d'appartenance, mais une communauté qui se découvre dans le travail collectif, dans la commune redécouverte d'un territoire à vivre (cf. Bagnasco 1999). Ce sont les années au cours desquelles quelques uns participent à l'expérience d'Aaster (Association d'agents pour le développement du territoire), une association dont la finalité était de promouvoir la nouvelle figure professionnelle, prévu par la Cee, de l'agent de développement qui opérait sur le territoire comme animateur du local. En faisaient partie, entre autres, Lapo Berti, Sergio Bologna, Aldo Bonomi, Walter Ganapini, Alberto Magnaghi. L'association coordonne divers cours de formation pour la Cisl et les Acli. En Octobre 1986 s'est constituée une société de recherche srl dirigée par Aldo Bonomi.

Après le grand congrès Ecopolis de Legambiente (ligue de l'environnement ?) à la faculté de Valle Giulia, à Rome le 14 Mai 1989, où fut entre autres débattu par Alberto Magnaghi des politiques écologiques pour les villes, a été fondée l'association Ecopolis à Milan qui repense l'organisation de la ville en relation étroite avec les associations, les comités et les habitants. Fait aussi partie du projet Ecopolis, Giorgio Ferraresi, qui à partir de là participera comme responsable du siège local aux regroupements universitaires de recherche.

En 1994-95 se constitue un comité multidisciplinaire dans les trois universités toscanes (Florence, Pise et Sienne), coordonné par Alberto Magnaghi, qui dirige la publication en 1996 du manifeste sur l'agriculture et le territoire (ANCI TOSCANA 1996). Il s'agissait de thématiques encore peu développées, qui comportaient le rôle actif et entrepreneurial des communes dans la valorisation de l'agriculture, de la santé des citoyens et du paysage. Le travail prévoyait aussi l'expérimentation des thématiques traitées dans trois contextes : Valdichiana ; Valdicornia-Colline Metallifere ; Bassa Valdesa-Valdarno inferiore.

La commune de Gavorano constitue un comité scientifique pour le projet de faisabilité du parc minier naturaliste de Gavorano (1995-1997) et pour la réalisation du parc de Gavorano et des Collines Métallifères en 1998-2001.

La région Lombardie finance la recherche sur *l'Assainissement (guérison) de la zone à haut risque de crise environnementale Lambro Seveso Olona : vérification de la fiabilité du projet stratégique sur le système fluvial du Lambro*, (Irer, Milan, 1996), qui fait suite en 1997 au comité scientifique du projet Irer : *Assainissement de la zone à haut risque (déjà cité)... Vérification de la fiabilité du projet stratégique sur la zone et identification de critères, adresses et méthodes pour la mise en œuvre de projets prioritaires*. Les recherches se sont conclues avec le projet de requalification environnementale du fleuve Seveso (Irer-Région Lombardie, 2000-2001) et avec le projet intégré par le système d'épuration de Milan (Irer-Région Lombardie, Projet pilote du plan d'assainissement Lambro Seveso Olona, 1999/2000)

Il s'agit d'un texte de poids auquel participent des experts de nombreuses disciplines (sociologie, philosophie, urbanisme, géographie, écologie, économie, architecture), structuré en quatre parties dans lesquelles sont esquissées les lignes directrices de nouveaux paradigmes interprétatifs pour le territoire de l'après-développement. Dans la première partie C. Formenti, O. Marzocca, M. Giusti écrivent *Pour une généalogie du local* ; dans la seconde partie A. Tarozzi, M. Fraboni, S. De la Pierre argumentent autour des *Linéaments d'un développement alternatif* ; dans la troisième partie G. Dematteis, F. Gatti, G. Vernetti, G. Campeol décrivent *La qualité territoriale du développement* ; enfin dans la quatrième partie A. Tosi, G. Ferraresi, G. Paba illustrent *La qualité de l'habiter*.

A partir de ces premières actions dans les pays du sud du monde, se met en place le laboratoire ville et territoire dans les pays du Sud du monde (LabPSM), coordonné par Raffaele Paloscia, qui opère depuis le milieu des années 90 à l'intérieur de l'université de Florence en étroite connexion avec les activités du laboratoire de projet écologique des installations humaines (Lapei). Le laboratoire constitue un point de référence pour les activités de formation et de recherche sur le thème de la transformation et de l'intervention des villes et des territoires du Sud, avec un engagement direct avec des partenaires universitaires et extra-universitaires, italiens et étrangers, dans la promotion et la mise œuvre de projets de coopération au développement.

Nous sommes aussi dans une phase d'évolution des instruments de représentation. Le texte rassemble des représentations élaborées avec des techniques manuelles, avec des figurations non directement utiles au plan qui font ressentir l'importance de la recherche sur la non homogénéité de l'espace et l'importance des hors d'échelle, pour identifier les caractères identitaires des lieux, en dissonance avec la cartographie historique.

En 1995 la Toscane a légiféré en matière de normes pour le gouvernement du territoire avec la loi N°5 qui a introduit des thématiques importantes, comme la soutenabilité, les invariants structurels, le statut des lieux.

Une expérimentation intéressante est celle mise en œuvre par Mauro Giusti, associé à Giancarlo Paba, Giovanni Laino, Alberto Ziparo, Daniela Poli, Micaela Deriu, Annalisa Pecoriella dans les communes de Zola, Predosa, Sasso Marconi, et Caselecchio di Reno dans laquelle, à partir de laboratoires de projet participatif dans les écoles on est arrivé à changer la modalité de gestion en clé de compréhension toujours plus démocratique et participative de l'intérêt commun.

Le réseau se reconnaît dans la Charte de la nouvelle municipalité présentée au World Social Forum de Porto Alègre en 2002. Le 8 Novembre 2003 s'est constituée l'association du réseau de la nouvelle municipalité dans la tentative d'accompagner, dans une forme associative stable, les instances de rénovation et d'élargissement des dynamiques de « *decision making* » provenant des différents secteurs de la société civile, des cercles institutionnels plus sensibles aux thèmes de l'écoute assidue des électeurs (représentés), des étudiants et chercheurs actifs autour des problématiques de l'empowerment des communautés locales dans le gouvernement du territoire. Depuis cette époque ont été mises en place de nombreuses activités qui ont transformé profondément les modes de gouvernement du territoire dans de nombreux cas concrets en Italie (<http://www.nuovomunicipio.org>).

Pour la première fois en Italie, la région Toscane se pose le problème de légiférer (en terme de régulation et d'objectif) sur le thème de la participation de la population associée et particulière sur les thèmes relevant du gouvernement du territoire. Le Réseau de la nouvelle municipalité a participé activement à tout le processus à partir de l'organisation d'un séminaire d'études en présence du président sortant de la région Toscane, Claudio Martini, premier promoteur de cette initiative. Le parcours a été organisé en différentes étapes par modalités, thèmes et par niveaux territoriaux « de proximité » : d'assemblées aux rencontres nombreuses au niveau communal jusqu'à des workshops sur des sujets sociaux aux thèmes variés, et à un grand congrès international ; à la formation aussi d'un groupe de travail multidisciplinaire, etc. Le Réseau a constamment publicisé tout le processus participatif et a dirigé un texte, *Contribution à la rédaction d'une loi régionale sur la participation*, Novembre 2006, qui se trouve sur le site du Réseau HYPERLINK "<http://www.nuovomunicipio.org>" [www.nuovomunicipio.org](http://www.nuovomunicipio.org) (Magnaghi 2007).

Dans cette période se succèdent charges professionnelles et conventions qui impliquent en même temps des militants et des chercheurs de l'école territorialiste et qui comprennent : la rédaction de plans régulateurs (Follonica, Gubbio, Scandicci, Dicomano, etc.), des plans territoriaux de coordination, des plans paysagers régionaux (Puglia) ; missions de l'arrondissement Empolese-Valdesa comme le master plan du fleuve Arno, les deux atlas du patrimoine (socio-économique et du projet social, territorial, environnemental et paysager) et la composante participative. Dans la commune de Montespertoli, par exemple, il a été mis au point un processus participatif, ayant pour finalité la construction du statut du territoire qui a vu l'usage des cartes de communauté (Magnaghi 2010).

Le projet, coordonné au niveau national par Alberto Magnaghi, concerne le traitement intégré et interscalaire comme « clé » de projet des composantes de la biorégion urbaine qui vont de la dimension polycentrique et réticulaire des établissements humains, à la composante morphologique et sociale, aux neuds urbains, aux relations entre systèmes urbains et espaces ouverts agro-forestiers, dans l'intention de construire un nouveau « traité » de bonnes pratiques à appliquer à la réalité contemporaine en vue de sa transformation auto-soutenable. Participent au projet les établissements de Milan, Venise, Rome et

Palermo.

Cf. [www.societaideiterritorialisti.it](http://www.societaideiterritorialisti.it)